



Ressources Géoméga inc.

États financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Ressources Géoméga inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources Géoméga inc. et de sa filiale (collectivement, la « Société ») aux 31 mai 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière aux 31 mai 2020 et 2019;
- les états consolidés des (pertes) bénéfiques et de la perte globale pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes annexes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502*



Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation

Nous attirons l'attention sur la note 1 des états financiers consolidés, qui décrit les événements ou les situations indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.



Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;



- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Maxime Guilbault.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Montréal (Québec)
Le 13 août 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A128042

Ressources Géoméga inc.

États consolidés de la situation financière

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

(en dollars canadiens)

| | Note | Au 31 mai 2020 \$ | Au 31 mai 2019 \$ |
|--|-------|-------------------------|-------------------------|
| Actif | | | |
| Actif courant | | | |
| Trésorerie | | 485 780 | 33 438 |
| Comptes débiteurs | 5 | 130 144 | 40 586 |
| Crédits d'impôt et subventions gouvernementales à recevoir | 6 | 100 061 | 21 717 |
| Frais payés d'avance et autres | | 94 724 | 17 463 |
| Inventaire | | 7 188 | - |
| Actif courant | | 817 897 | 113 204 |
| Actif non courant | | | |
| Placement dans une entreprise associée | 7 | 1 508 159 | 2 039 287 |
| Immobilisations corporelles | 8 | 29 132 | 120 393 |
| Actif au titre de droits d'utilisation | 9 | 772 832 | - |
| Actif non courant | | 2 310 123 | 2 159 680 |
| Total de l'actif | | 3 128 020 | 2 272 884 |
| Passif | | | |
| Passif courant | | | |
| Créditeurs et frais courus | | 299 413 | 336 323 |
| Passif lié aux droits d'échange d'actions | 17 | - | 500 000 |
| Débetures convertibles | 10 | - | 106 661 |
| Partie courante de l'obligation locative | 11 | 58 014 | - |
| Total du passif courant | | 357 427 | 942 984 |
| Passif non courant | | | |
| Obligation locative | 11 | 737 775 | - |
| Dettes à long terme | 12 | 53 724 | - |
| Passif non courant | | 791 499 | - |
| Total du passif | | 1 148 926 | 942 984 |
| Capitaux propres | | | |
| Capital-actions | 10,13 | 31 132 420 | 29 241 753 |
| Composante capitaux propres des débetures convertibles | 10 | - | 3 300 |
| Bons de souscription | 14 | 570 300 | 267 024 |
| Options de courtiers | 15 | 5 742 | - |
| Options d'achat d'actions | 16 | 501 688 | 343 326 |
| Surplus d'apport | | 4 385 820 | 4 279 526 |
| Déficit | | (34 616 876) | (32 769 526) |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources Géoméga inc. | | 1 979 094 | 1 365 403 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 17 | - | (35 503) |
| Capitaux propres | | 1 979 094 | 1 329 900 |
| Total du passif et des capitaux propres | | 3 128 020 | 2 272 884 |

Continuité d'exploitation (note 1)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration

(s) Kiril Mugerma

Kiril Mugerma
Administrateur

(s) Gilles Gingras

Gilles Gingras
Administrateur

Ressources Géoméga inc.

États consolidés des (pertes) bénéfiques et de la perte globale

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

(en dollars canadiens, à l'exception du nombre d'actions ordinaires)

| | Note | Exercice 2020 \$ | Exercice 2019 \$ |
|--|------|------------------------|------------------------|
| Charges opérationnelles | | | |
| Salaires, avantages sociaux et rémunération à base d'actions | 20 | 204 993 | 124 396 |
| Rémunération des administrateurs | 20 | 33 750 | 45 000 |
| Perte sur règlement de dette | | 3 000 | - |
| Dépenses d'exploration et d'évaluation, nettes des crédits d'impôt | 20 | 614 922 | 215 570 |
| Honoraires professionnels | | 91 152 | 167 445 |
| Déplacements, conventions et relations avec les investisseurs | | 263 536 | 97 859 |
| Administration | | 34 001 | 27 073 |
| Frais fiduciaires et d'enregistrement | | 48 214 | 40 092 |
| Loyer | | 61 349 | 55 322 |
| Amortissement de l'actif au titre de droits d'utilisation | 9 | 30 111 | - |
| Assurances, taxes et permis | | 17 900 | 24 252 |
| Autres gains | | (26 588) | - |
| Perte opérationnelle | | (1 376 340) | (797 009) |
| Autres gains (pertes) | | | |
| Revenus (dépendances) d'intérêts | | 8 733 | (12 953) |
| Charges financières | | (29 590) | (15 541) |
| Gain de change | | 43 923 | - |
| Gain sur disposition d'immobilisations corporelles | 8 | 111 523 | - |
| Gain sur rachat du passif lié aux droits d'échange d'actions | 17 | 84 750 | - |
| Quote-part de la perte d'une entreprise associée | 7 | (553 957) | (929 664) |
| Gain net à la suite de la dilution du placement dans une entreprise associée | 7 | 137 029 | 1 176 709 |
| Gain net sur vente du placement dans une entreprise associée | 7 | 29 800 | - |
| | | (167 789) | 218 551 |
| Perte nette et globale | | (1 544 129) | (578 458) |
| Perte nette attribuable aux : | | | |
| Actionnaires de Ressources Géoméga inc. | | (1 532 700) | (564 250) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | (11 429) | (14 208) |
| Perte de base et diluée par action | | (0,018) | (0,006) |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et diluée | | 100 779 993 | 90 132 798 |

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Ressources Géoméga inc.
États consolidés des variations des capitaux propres
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019
 (en dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires)

| | Note | Nombre d'actions en circulation | Capital-actions | Composante capitaux propres des débtures convertibles | Bons de souscription | Options d'achat d'actions | Surplus d'apport | Déficit | Capitaux propres attribuables à Ressources Géoméga Inc. | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
|--|------|---------------------------------|-------------------|---|----------------------|---------------------------|------------------|---------------------|---|---|----------------------------|
| | | | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au 31 mai 2018 | | 90 072 634 | 29 133 500 | 3 300 | 680 489 | 315 460 | 3 780 142 | (32 155 770) | 1 757 121 | (21 295) | 1 735 826 |
| Perte nette et perte globale | | - | - | - | - | - | - | (564 250) | (564 250) | (14 208) | (528 458) |
| Rémunération à base d'actions | | - | - | - | - | 95 507 | - | - | 95 507 | - | 95 507 |
| Exercice d'option d'achat d'actions | | 127 500 | 19 088 | - | - | (8 063) | - | - | 11 025 | - | 11 025 |
| Expiration d'options d'achat d'actions | | - | - | - | - | (59 578) | 59 578 | - | - | - | - |
| Exercice de bons de souscription | | 550 000 | 89 165 | - | (23 165) | - | - | - | 66 000 | - | 66 000 |
| Expiration de bons de souscription | | - | - | - | (439 806) | - | 439 806 | - | - | - | - |
| Prolongation de bons de souscription | | - | - | - | 49 506 | - | - | (49 506) | - | - | - |
| Solde au 31 mai 2019 | | 90 750 134 | 29 241 753 | 3 300 | 267 024 | 343 326 | 4 279 526 | (32 769 526) | 1 365 403 | (35 503) | 1 329 900 |

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Ressources Géoméga inc.

États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

(en dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires)

| | Note | Nombre d'actions en circulation | Capital-actions | Composante capitaux propres des débetures convertibles | Bons de souscription | Options de courtiers | Options d'achat d'actions | Surplus d'apport | Déficit | Capitaux propres attribuables à Ressources Géoméga Inc. | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
|---|------|---------------------------------|-------------------|--|----------------------|----------------------|---------------------------|------------------|---------------------|---|---|----------------------------|
| | | | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au 31 mai 2019 | | 90 750 134 | 29 241 753 | 3 300 | 267 024 | - | 343 326 | 4 279 526 | (32 769 526) | 1 365 403 | (35 503) | 1 329 900 |
| Perte nette et perte globale | | - | - | - | - | - | - | - | (1 532 700) | (1 532 700) | (11 429) | (1 544 129) |
| Actions émises dans le cadre de placements privés | 13 | 8 800 215 | 1 060 720 | - | 162 353 | 5 742 | - | - | - | 1 228 815 | - | 1 228 815 |
| Rachat en actions des participations ne donnant pas le contrôle | 17 | 2 516 664 | 415 250 | - | - | - | - | - | (46 932) | 368 318 | 46 932 | 415 250 |
| Exercice d'options d'achat d'actions | 16 | 791 250 | 127 594 | - | - | - | (55 981) | - | - | 71 613 | - | 71 613 |
| Expiration d'options d'achat d'actions | 16 | - | - | - | - | - | (79 970) | 79 970 | - | - | - | - |
| Exercice de bons de souscription | 15 | 785 000 | 206 073 | - | (95 573) | - | - | - | - | 110 500 | - | 110 500 |
| Expiration de bons de souscription | 15 | - | - | - | (26 324) | - | - | 26 324 | - | - | - | - |
| Prolongation de bons de souscription | 15 | - | - | - | 239 057 | - | - | - | (239 057) | - | - | - |
| Réévaluation de bons de souscription | 15 | - | - | - | 28 661 | - | - | - | (28 661) | - | - | - |
| Exercice de droits de conversion sur débetures convertibles | 10 | 916 665 | 113 300 | (3 300) | - | - | - | - | - | 110 000 | - | 110 000 |
| Rémunération à base d'actions | | - | - | - | - | - | 294 313 | - | - | 294 313 | - | 294 313 |
| Frais d'émission d'actions | | - | (32 270) | - | (4 898) | - | - | - | - | (37 168) | - | (37 168) |
| Solde au 31 mai 2020 | | 104 559 928 | 31 132 420 | - | 570 300 | 5 742 | 501 688 | 4 385 820 | (34 616 876) | 1 979 094 | - | 1 979 094 |

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Ressources Géoméga inc.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

(en dollars canadiens)

| | Note | Exercice 2020 \$ | Exercice 2019 \$ |
|--|------|------------------------|------------------------|
| Activités d'exploitation | | | |
| Perte nette et globale | | (1 544 129) | (578 458) |
| Ajustements pour : | | | |
| Rémunération à base d'actions | | 186 313 | 95 507 |
| Perte sur règlement de dette | | 3 000 | - |
| Amortissement des immobilisations corporelles | | 26 143 | 47 654 |
| Amortissement de l'actif au titre de droits d'utilisation | | 30 110 | - |
| Autres gains d'exploitation | | (26 588) | - |
| Charges financières de désactualisation des débetures | | 3 339 | 15 541 |
| Charges financières pour la désactualisation de la dette à long terme | | 312 | - |
| Gain sur disposition d'immobilisations corporelles | | (111 523) | - |
| Gain sur rachat du passif lié aux droits d'échange d'actions | | (84 750) | - |
| Quote-part de la perte d'entreprise associée | 7 | 553 957 | 929 664 |
| Gain net à la suite de la dilution du placement dans une entreprise associée | 7 | (137 029) | (1 176 709) |
| Gain net sur vente de placement dans une entreprise associée | 7 | (29 800) | - |
| Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement | 25 | (184 261) | (68 277) |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | | (1 314 906) | (735 078) |
| Activités d'investissement | | | |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | | (17 860) | (35 295) |
| Dispositions d'immobilisations corporelles | | 194 501 | - |
| Disposition d'un placement dans une entreprise associée | 7 | 144 000 | - |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | 320 641 | (35 295) |
| Activités de financement | | | |
| Placements privés, net des frais d'émissions | | 1 191 647 | - |
| Exercice de bons de souscription | | 110 500 | 66 000 |
| Exercice d'options d'achat d'actions | | 71 613 | 11 025 |
| Augmentation de la dette à long terme | 12 | 80 000 | - |
| Remboursement de l'obligation locative | 11 | (7 153) | - |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | 1 446 607 | 77 025 |
| Variation nette de la trésorerie | | 452 342 | (693 348) |
| Trésorerie - au début | | 33 438 | 726 786 |
| Trésorerie - à la fin | | 485 780 | 33 438 |

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

1. NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Ressources Géoméga Inc. (la « Société ») a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et est engagée dans l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés minières au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de croissance TSX (la « Bourse ») sous le symbole GMA. L'adresse de la Société et sa principale place d'affaires sont le 75, boulevard de Mortagne, Boucherville (Québec) J4B 6Y4, Canada. Les présents états financiers consolidés audités (les « États Financiers ») ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 13 août 2020.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières dépend de la capacité de la Société à obtenir du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et l'évaluation de ses propriétés minières.

Les États Financiers ont été établis conformément aux principes comptables valables dans un contexte de continuité d'exploitation qui prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités. Dans son évaluation de la validité du principe de continuité d'exploitation, la direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivants la fin de la période de présentation. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2020, la Société a enregistré une perte nette de 1 544 129 \$ et a accumulé un déficit de 34 616 876 \$ à cette date. Au 31 mai 2020, la Société disposait d'un fonds de roulement de 460 470 \$.

La direction estime que le fonds de roulement ne permet pas de répondre aux obligations et engagements de la Société et pour couvrir les dépenses prévues jusqu'au 31 mai 2021. Ces circonstances apportent un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des principes comptables applicables à une société en continuité d'exploitation. La direction est consciente, ce faisant, qu'il existe des incertitudes significatives liées à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Les États Financiers ne reflètent pas les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter aux valeurs comptables des actifs et des passifs, des dépenses et du classement utilisé dans l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation ne convenait pas. Ces ajustements pourraient être importants.

Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir incluant, sans s'y limiter, le financement par actions ou par emprunts. Bien que la direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société, surtout dans le contexte de la pandémie de la Covid-19. L'ampleur et la durée des impacts que le coronavirus pourrait avoir sur les activités de la Société, y compris les fournisseurs de produits et de services, les employés et les marchés financiers mondiaux, sont encore incertaines à l'heure actuelle. La Société surveille les développements afin d'être en mesure de prendre les mesures appropriées au besoin. Si la direction est incapable d'obtenir un nouveau financement, la société pourrait ne pas être en mesure de poursuivre ses activités. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, elle pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les États Financiers.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents États Financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« *International Financial Reporting Standards* » ou les « *IFRS* ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« *IASB* »).

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

3.1 Base d'évaluation

Les États Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique. La Société a choisi de présenter le résultat global dans un seul état financier.

3.2 Mode de consolidation

Les États Financiers de la Société comprennent ses comptes et ceux de sa filiale détenue en propriété exclusive (détenue 96,16 % au 31 mai 2019) Innord inc. (« Innord »). Le contrôle s'entend du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. La totalité des transactions, des soldes, des produits et des charges intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

3.3 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent une participation en capitaux propres dans une filiale détenue par une tierce partie. La quote-part des actifs nets de la filiale attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres. Leur quote-part du résultat net et du résultat global est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Toute variation de la participation de la Société dans la filiale qui ne se solde pas par une perte de contrôle est comptabilisée comme une transaction de capitaux propres.

3.4 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments des États Financiers sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société et d'Innord sont le dollar canadien.

3.5 Placements dans une entreprise associée

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société exerce une influence notable, mais qu'elle ne contrôle pas. Les résultats financiers des placements de la Société dans ses entreprises associées sont intégrés dans les résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, le placement est initialement comptabilisé au coût, et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour tenir compte de la quote-part des résultats des entreprises associées revenant à la Société après la date d'acquisition. La quote-part des résultats est comptabilisée à l'état consolidé des résultats et sa quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées est incluse dans les autres éléments du résultat global.

Les gains latents résultant de transactions entre la Société et une entreprise associée sont éliminés à hauteur de la participation de la Société dans l'entreprise associée. Les pertes latentes sont aussi éliminées à moins que la transaction montre qu'il y ait eu perte de valeur de l'actif transféré. Les gains et les pertes de dilution résultant de changements du pourcentage de participation dans les entreprises associées sont comptabilisés à l'état consolidé des résultats.

La Société évalue à chaque date de clôture s'il existe une indication objective de perte de valeur de ses placements dans des entreprises associées. S'il y a perte de valeur, la valeur comptable de la quote-part des actifs sous-jacents des entreprises associées qui revient à la Société est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (c'est-à-dire la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée du coût de la cession et la valeur d'utilité), et la perte de valeur est présentée à l'état consolidé des résultats.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.6 Dépenses d'exploration et d'évaluation

Les dépenses d'exploration et d'évaluation (« E&E ») comprennent les droits dans des propriétés minières, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche initiale de gisements ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les dépenses d'E&E comprennent aussi les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires à la recherche de minerai tel que les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les dépenses relatives aux activités d'E&E sont passées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Les dépenses d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ou d'une acquisition d'actifs. Les dépenses d'E&E incluent le coût pour :

- établir le volume et la teneur des gisements par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement qui est classé comme étant une ressource minérale ou une réserve prouvée et probable;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement, incluant le procédé de séparation pour les propriétés minières de la Société;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux permis; et
- les évaluations économiques visant à déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études d'évaluation préliminaire, de préfaisabilité et de faisabilité finale.

Les dépenses d'E&E seront comptabilisées à l'état des résultats jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale du futur développement de la propriété soient établies, et que ce développement reçoive l'approbation du conseil d'administration, à ce moment le projet minier entre en phase de développement

Les dépenses d'exploration et d'évaluation comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités afférentes.

La Société a pris des mesures pour vérifier la validité des titres de propriété des biens miniers où elle mène des activités de prospection et acquiert des participations, en conformité avec les normes de l'industrie qui s'appliquent à la phase courante des travaux de prospection et d'évaluation, sans que ces mesures ne garantissent la validité des titres de propriété de la Société, car ces titres peuvent être assujettis à des accords antérieurs non enregistrés ou à des revendications des peuples autochtones, ou encore peuvent ne pas être conformes aux exigences de la réglementation.

3.7 Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont passés en charge durant l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées. Les frais de développement sont capitalisés lorsqu'ils répondent aux critères de capitalisation conformément aux à l'IAS 38 *Immobilisations incorporelles*.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre d'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement.

Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges dans l'état des résultats au cours de la période où ils sont engagés.

L'amortissement est calculé pour amortir le coût des immobilisations corporelles, moins leur valeur résiduelle, sur leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les périodes indiquées ci-dessous pour les grandes catégories :

| | |
|--|-----------|
| Équipement de bureau | 3 ans |
| Matériel roulant | 3 ans |
| Équipement de terrain et camp de base liés aux activités d'exploration et d'évaluation | 3 à 5 ans |
| Entrepôt servant aux activités d'exploration et d'évaluation | 15 ans |

L'amortissement des immobilisations corporelles liées aux activités d'exploration est passé en charges en fonction de la politique des dépenses d'E&E. Pour les immobilisations corporelles qui ne sont pas liées aux activités d'E&E, la charge d'amortissement est comptabilisée directement dans l'état des résultats.

L'amortissement d'un actif cesse lorsqu'il est classé comme étant détenu en vue de la vente (ou inclus dans un groupe destiné à être cédé qui est classé comme étant détenu en vue de la vente) ou lorsqu'il est décomptabilisé. Par conséquent, l'amortissement ne cesse pas lorsque l'actif est laissé inutilisé ou mis hors service, sauf si l'actif est entièrement amorti.

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée de vie utile de chacun des actifs sont revus annuellement et ajustés si nécessaire.

Les gains et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans l'état des résultats.

3.9 IFRS 16 Contrats de location

IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location, applicables aux deux parties au contrat, soit le client (le « preneur ») et le fournisseur (le « bailleur »). IFRS 16 remplace IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. Tous les contrats de location confèrent au preneur le droit d'utiliser un actif au commencement du contrat de location et, lorsque des paiements au titre de la location sont échelonnés, d'obtenir du financement. Par conséquent, IFRS 16 élimine le classement dans la catégorie des contrats de location simple ou dans celle des contrats de location-financement, comme le prescrivait IAS 17, en instaurant un unique modèle de comptabilisation pour le preneur. Selon ce modèle, le preneur doit comptabiliser les éléments suivants :

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

- i) les actifs et passifs de tous les contrats de location ayant une échéance de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent a peu de valeur ; et
- ii) l'amortissement des actifs loués séparément de la charge d'intérêts sur l'obligations locatives dans l'état des résultats.

La Société applique cette norme depuis le 1er juin 2019 et a déterminé que l'adoption n'avait pas eu d'incidence sur ses états financiers consolidés à ce moment-là.

3.10 Actif au titre de droits d'utilisation

La Société comptabilise les actifs au titre de droits d'utilisation à la date de début du contrat de location (c.-à-d. la date à laquelle le bailleur met le bien sous-jacent à sa disposition). Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, diminué du cumul des amortissements et ajusté pour tenir compte de toute réévaluation des obligations locatives. Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation comprend le montant des obligations locatives comptabilisées, les coûts directs initiaux engagés et les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. À moins que la Société n'ait la certitude raisonnable que la propriété du bien loué lui sera transférée à la fin de la durée du contrat de location, les actifs au titre de droits d'utilisation comptabilisés sont amortis selon le mode linéaire sur la plus courte durée entre la durée d'utilité estimative du bien sous-jacent et la durée du contrat de location.

3.11 Obligations locatives

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise les obligations locatives à la valeur actualisée des paiements de loyers qui seront versés sur la durée du contrat de location. Les paiements de loyers comprennent les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir, les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux ainsi que les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements.

Pour calculer la valeur actualisée des paiements de loyers, la Société utilise le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Après la date de début, le montant des obligations locatives est augmenté afin de refléter l'accroissement des intérêts et est diminué pour tenir compte des paiements de loyers qui ont été versés. En outre, la valeur comptable des obligations locatives est réévaluée s'il y a un changement, une modification de la durée du contrat de location, une modification des paiements de loyers qui sont en substance des paiements fixes ou un changement dans l'appréciation d'une option d'achat du bien sous-jacent.

La Société détermine la durée du bail comme la durée non résiliable du bail, ainsi que toutes les périodes couvertes par une option de prolongation du bail s'il est raisonnablement certain qu'elle sera exercée, ou toute période couverte par une option de résiliation du bail, s'il est raisonnablement certain de ne pas être exercé.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.12 Inventaire

L'inventaire se compose de matières premières, soit des aimants permanents à base de terres rares qui seront recyclés dans l'usine de démonstration afin d'en extraire l'oxyde de terres rares pour être ensuite revendue. L'inventaire est évalué au moindre du coût et de la valeur réalisable nette. Le coût de l'inventaire de matière première est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

3.13 Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir

La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable sur les dépenses d'exploration admissibles engagées et le crédit de droits remboursable pour perte en vertu de la Loi sur les impôts miniers. Ces crédits d'impôt sont comptabilisés en réduction des dépenses d'E&E engagées.

3.14 Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société a respecté et continuera de respecter toutes les conditions nécessaires pour obtenir ces crédits. La Société engage des dépenses de recherche et de développement qui sont admissibles à des crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement remboursables comptabilisés sont fondés sur les estimations de la direction des montants qui devraient être recouverts et sont soumis à une vérification par les autorités fiscales.

Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés comme une réduction du coût des actifs ou des charges auxquels ils se rapportent au cours de l'exercice où les dépenses sont engagées et lorsque la direction juge qu'il existe une assurance raisonnable que les conditions des crédits d'impôt à l'investissement sont satisfaites.

3.15 Subventions gouvernementales

La filiale de la Société, Innord, reçoit une aide financière au titre des programmes incitatifs du gouvernement pour la recherche et le développement. Les subventions sont initialement comptabilisées comme des subventions gouvernementales à recevoir à la juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et qu'Innord respectera les conditions liées aux subventions. Ces subventions sont reconnues comme une réduction des dépenses connexes (dans l'état de la situation financière ou l'état des (pertes) bénéfiques selon la nature des dépenses).

3.16 Dépréciation d'actifs non financiers

Les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation sont révisées pour dépréciation s'il y a des indications que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Si de telles indications existent, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer s'il y a dépréciation. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie indépendants d'autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs dont l'actif en question fait partie.

Le montant recouvrable d'un actif est équivalent au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés à leur valeur actuelle, selon un taux d'actualisation avant impôt reflétant les conditions actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les flux de trésorerie futurs estimatifs n'ont pas été ajustés.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Si le montant recouvrable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est considéré inférieur à sa valeur comptable, la valeur comptable est alors réduite au montant recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans l'état des résultats. Lorsque qu'une perte de valeur est ultérieurement résorbée, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable estimatif révisé, mais uniquement dans la mesure où ce montant ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Un renversement est comptabilisé en réduction de la charge pour perte de valeur dans la période.

3.17 Débentures convertibles

Les composantes passif, capitaux propres et autres composantes (le cas échéant) des débentures convertibles sont présentées distinctement à l'état de la situation financière lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passif en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. Par la suite, la composante passif est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des débentures à échéance qui est comptabilisée à l'état des résultats comme charges financières.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme des bons de souscription, est obtenue en soustrayant la valeur nominale des débentures et la valeur actualisée des paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette convertible sans bons de souscription.

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des débentures et la valeur comptable des autres composantes (le cas échéant) du montant des débentures convertibles et est présentée dans les capitaux propres sous le poste Composante capitaux propres des débentures convertibles. La composante capitaux propres n'est pas réévaluée après la constatation initiale, sauf au moment de la conversion ou de l'échéance.

Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables.

3.18 Provisions, passifs et actifs éventuels

Des provisions pour frais de restauration environnementale, pour coûts de restructuration et pour les actions en justice, le cas échéant, sont comptabilisées lorsque : i) la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés ; ii) il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation ; et iii) le montant peut être évalué de façon fiable.

Les provisions sont évaluées en fonction de la meilleure estimation de la direction sur la charge nécessaire pour régler l'obligation à la date du bilan, et sont actualisées lorsque l'impact est significatif. La hausse de la provision liée au passage du temps est comptabilisée à titre de charges financières. Des changements dans les hypothèses ou les estimations sont reflétés dans la période où ils se produisent.

Les provisions pour coûts de restauration environnementale représentent les obligations juridiques ou implicites associées à la fermeture éventuelle des immobilisations corporelles de la Société. Ces obligations comprennent les coûts liés à la réhabilitation et au suivi des activités et du retrait des actifs corporels. Le taux d'actualisation utilisé est basé sur un taux avant impôt reflétant les conditions actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et des risques spécifiques au passif, en excluant les risques pour lesquels les estimations de flux de trésorerie futurs ont déjà été ajustées.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Les activités de la Société sont régies par des lois et règlements gouvernementaux concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables, qu'il s'agisse des montants, de l'échéance ou de l'impact. À la date de présentation de l'information financière, la direction estime que la Société exerce généralement ses activités en conformité avec les lois et règlements présentement en vigueur. Les coûts actuellement engagés pour la réhabilitation des sites sont présentement négligeables, compte tenu du fait que les activités de la Société sont au stade de l'exploration et de l'évaluation. Une provision pour restauration sera comptabilisée au coût de l'actif correspondant lorsqu'elle aura un engagement implicite ou juridique résultant d'un événement passé, qu'il sera probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation pourra être évalué avec une fiabilité suffisante.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable ou de probabilité faible, aucun passif n'est comptabilisé à moins qu'il n'ait été repris à l'occasion d'un regroupement d'entreprises.

Les entrées probables d'avantages économiques pour la Société qui ne remplissent pas encore les critères de comptabilisation d'un actif sont traitées comme des actifs éventuels. Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour la Société. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers puisque cela peut conduire à la comptabilisation de produits qui peuvent ne jamais être réalisés.

3.19 Opérations en devises étrangères

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé alors que les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis aux taux historiques ou au taux en vigueur à la date ou ils ont été évalués à la juste valeur. Le cas échéant, les gains et les pertes de change résultant de ces conversions sont portés aux résultats.

3.20 Actions accréditives

La Société finance certaines de ses dépenses d'exploration et d'évaluation par le biais d'émissions d'actions accréditives. La déduction des dépenses d'exploration et d'évaluation fait l'objet d'une renonciation au bénéfice des investisseurs conformément aux lois fiscales en vigueur. La différence entre le montant comptabilisé en actions ordinaires et le montant que les investisseurs paient pour les actions est comptabilisée en tant que passif d'actions accréditives, lequel est renversé dans l'état des résultats en tant que recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont effectuées. Le montant comptabilisé en tant que passif d'actions accréditives représente la différence entre le cours des actions ordinaires et le montant payé par l'investisseur pour les actions accréditives, net des frais d'émission alloués.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.21 IFRS 9, Instrument financier

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument et sont évalués initialement à la juste valeur ajustée des coûts de transaction, à l'exception de ceux comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (« JVRN ») qui sont évalués initialement à la juste valeur. L'évaluation ultérieure des actifs financiers et des passifs financiers est décrite ci-dessous.

Les actifs sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs ont expiré ou ont été transférés et que la société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, acquitté, annulé ou expiré.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est déclaré dans les états de la situation financière lorsqu'il existe un droit inconditionnel et juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et régler la responsabilité simultanément.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur. Si l'actif financier n'est pas ultérieurement comptabilisé à la JVRN, l'évaluation initiale comprend les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à la création d'actifs. Au moment de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, selon les fins pour lesquelles les instruments ont été acquis: au coût amorti ou à la juste valeur.

Au coût amorti:

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés avec des paiements déterminés ou déterminables qui consistent exclusivement en des paiements de capital et d'intérêts détenus selon un modèle économique dont le but est de recouvrer ces montants. Les actifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés au montant qui devrait être reçu moins, s'il est significatif, une décote pour les ramener à leur juste valeur. Par la suite, les actifs financiers au coût amorti sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt courant, qui est diminué d'une provision pour pertes anticipées. La trésorerie, les comptes débiteurs, les taxes de vente à recevoir et les crédits d'impôt et subventions gouvernementales à recevoir sont classés dans cette catégorie.

b) Passifs financiers

Au coût amorti

Les créiteurs et frais courus ainsi que la composante passif des débetures convertibles sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

c) Dépréciation d'actifs financiers

Au coût amorti :

La perte attendue représente l'écart entre le coût amorti de l'actif financier et la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie anticipés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par le biais d'un compte de correction de valeur. Les provisions pour les pertes anticipées sont ajustées à la hausse ou à la baisse lors des périodes ultérieures si le montant de la perte anticipée augmente ou diminue. La Société considère qu'il n'y a aucune augmentation importante du risque de crédit pour les instruments dont le risque de crédit est faible.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.22 Impôt sur le résultat exigible et impôt minier exigible

La charge d'impôt pour la période comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé dans l'état des (pertes) bénéfiques, sauf s'il concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt est également comptabilisé directement dans les capitaux propres. Les impôts miniers sont des impôts perçus par les provinces canadiennes sur les activités minières et sont considérés comme des impôts sur le résultat puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôt sur le résultat et d'impôt minier exigibles correspond à l'impôt qui devrait être payable ou recevable sur la perte imposable de l'exercice, en utilisant les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière dans les juridictions où la Société opère. La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation.

3.23 Impôt sur le résultat différé et impôt minier différé

La Société comptabilise l'impôt sur le résultat différé et l'impôt minier différé selon la méthode de l'actif ou du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont comptabilisés pour tenir compte des conséquences fiscales futures attribuables aux écarts temporaires entre les valeurs comptables aux états financiers des actifs et des passifs existants et leur base fiscale. Toutefois, l'impôt sur le résultat différé n'est pas comptabilisé s'il découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat fiscal.

Les actifs et les passifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont calculés au moyen des taux d'imposition (et des lois) en vigueur ou pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer au revenu imposable durant les périodes dans lesquelles les écarts temporaires devraient se résorber ou être réglés. Les actifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés.

Les actifs et les passifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs exigibles et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés sont liés à des impôts sur le résultat ou des impôts miniers qui sont perçus par la même autorité fiscale sur la même entité imposable lorsqu'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

Les variations des actifs ou des passifs d'impôts différés sont comptabilisées dans l'état des résultats à titre de recouvrement d'impôt différé, sauf si elles concernent des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas l'impôt différé correspondant est également comptabilisé en capitaux propres. Comme la direction a l'intention de réaliser la valeur comptable de ses actifs et de régler la valeur comptable de ses dettes par la vente de ses actifs d'exploration et d'évaluation, l'impôt différé y afférent a été calculé en conséquence.

3.24 Bénéfice ou perte de base et diluée par action

Le bénéfice ou la perte par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour chaque période. Le bénéfice ou la perte par action de base est obtenu en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires de la Société, en tenant compte de l'impact de la prolongation des bons de souscription, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de cette période.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Le bénéfice ou la perte par action diluée est calculé selon la méthode du rachat d'actions. Avec la méthode du rachat d'actions, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour déterminer le bénéfice ou la perte par action diluée suppose que tout produit généré par la levée d'options d'achat d'actions, de bons de souscription et d'options de courtiers dilutifs servirait à l'achat d'actions ordinaires au prix moyen du marché pour la période.

Le calcul du bénéfice ou de la perte diluée par action suppose la conversion ou la levée seulement lorsque la conversion, la levée ou l'émission aurait un effet dilutif sur les bénéfices par action. Lorsque la Société déclare une perte, la perte diluée par action ordinaire est égale à la perte de base par action ordinaire en raison de l'effet anti-dilutif des options d'achat d'actions, de bons de souscription et d'options de courtiers en circulation.

3.25 Capitaux propres

Le capital-actions représente le montant reçu à l'émission des actions moins les frais d'émission, déduction faite de tout avantage d'impôt sur le résultat sous-jacent à ces frais d'émission.

Les actions ordinaires, les options d'achat d'actions, les bons de souscription et les options de courtiers sont classés en tant que capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions, d'options d'achat d'actions, de bons de souscription et d'options de courtiers sont comptabilisés en capitaux propres comme une déduction du produit pour la période où la transaction a lieu.

3.26 Émission d'unités

Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription au prorata de leur valeur établie à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes.

3.27 Rémunération à base d'actions réglée en instruments de capitaux propres

La Société offre des régimes de rémunération à base d'actions réglée en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, des dirigeants, des employés et des consultants qui y sont admissibles. Chaque attribution est considérée comme une attribution distincte avec sa propre période d'acquisition et sa propre juste valeur. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

Toute contrepartie provenant de l'exercice d'options d'achat d'actions est créditée au capital-actions. Aucun des régimes de la Société ne comporte d'options pour un règlement en espèces. Les dépenses cumulées résultant des options d'achat d'actions sont transférées au capital-actions lorsque les options sont levées.

Les paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres (à l'exception des options de courtiers) sont ultimement comptabilisés en tant que dépenses dans l'état des résultats et la contrepartie est portée au crédit des options d'achat d'actions dans les capitaux propres. La rémunération des courtiers fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres dans le cadre d'un financement en actions est comptabilisée comme frais d'émission d'instruments de capitaux propres et la contrepartie est comptabilisée au crédit des options de courtiers dans les capitaux propres. Si des périodes ou des conditions d'acquisition des droits s'appliquent, la charge est répartie sur l'année d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options d'achat d'actions ou de bons de souscription qui seront acquis. Les conditions d'acquisition hors marché sont incluses dans les hypothèses sur le nombre d'instruments susceptibles de devenir exerçables. Les estimations sont ensuite révisées s'il y a indication que le nombre d'instruments qui seront acquis diffère des estimations précédentes. Tout ajustement cumulatif avant l'acquisition est comptabilisé dans la période actuelle.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.28 Avantages sociaux du personnel

Le coût des avantages sociaux du personnel à court terme (ceux qui sont payables dans les 12 mois suivants le service rendu tel que les congés de vacances et de maladie payés, les bonis et certains avantages non monétaires tels que les soins médicaux) est comptabilisé dans la période où le service est rendu et n'est pas actualisé.

Le coût prévu des congés payés est comptabilisé dans l'état des résultats lorsque les employés rendent des services qui augmentent leurs droits. Le coût du paiement des bonis est comptabilisé dans l'état des résultats lorsqu'il y a une obligation juridique ou implicite d'effectuer ces paiements à la suite de rendements antérieurs.

3.29 Information sectorielle

La Société a déterminé qu'il n'y avait qu'un seul secteur opérationnel, soit le secteur d'exploration et d'évaluation de ressources minières au Canada.

4. ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET ERREURS

Lors de la préparation d'états financiers conformes aux principes comptables IFRS, la direction de la Société doit poser un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses concernant des événements futurs qui touchent les montants déclarés dans les états financiers et les notes y afférents. Bien que ces estimations soient basées sur les meilleures connaissances de la direction des montants, des événements et des actions, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les domaines qui nécessitent que la direction fasse des jugements, des estimations et des hypothèses importants pour la détermination des valeurs comptables comprennent, entre autres :

4.1 Continuité de l'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'exploration et d'évaluation requiert l'exercice du jugement. Les estimations et les hypothèses formulées sont revues régulièrement et reposent sur les données historiques et sur d'autres facteurs, notamment des prévisions à l'égard d'événements futurs qui sont estimées raisonnables dans les circonstances.

4.2 Constatation des impôts différés

Périodiquement, la Société évalue la probabilité qu'une partie des actifs d'impôts différés ne puisse pas être recouvrée. Une fois l'évaluation complétée, si la Société croit qu'il est probable qu'une partie des actifs d'impôts différés ne se matérialisera pas, la Société constate alors uniquement la partie résiduelle pour laquelle il est probable qu'un futur bénéfice imposable sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés. L'évaluation de la possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés implique une grande part de jugement de la direction. Dans la mesure où les futurs flux de trésorerie et le bénéfice imposable diffèrent sensiblement des estimations, la capacité de la Société à recouvrer les actifs d'impôts différés nets constatés à la date de l'état de la situation financière pourrait être affectée. Une grande part de jugement entre dans la détermination du recouvrement d'impôts courants, puisque la détermination d'impôts éventuels liés à certaines transactions et calculs comporte une part d'incertitude. La direction a l'intention de réaliser la valeur comptable de ses actifs et de régler la valeur comptable de ses dettes par la vente de ses propriétés d'E&E, ce qui représente un jugement important.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

4. ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET ERREURS (SUITE)

4.3 Crédit remboursable de droits miniers et crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

Les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources et les crédits de droits miniers pour pertes (« les crédits d'impôt ») pour la période considérée et les périodes antérieures sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer des administrations fiscales à la date de clôture. Il existe toutefois des incertitudes quant à l'interprétation des règles fiscales, de même qu'en ce qui concerne le montant et le calendrier du recouvrement de ces crédits d'impôt. Afin de déterminer si les dépenses qu'elle engage sont admissibles, la Société doit faire preuve de jugement et d'interprétation, ce qui rend le recouvrement des crédits d'impôt incertain. En conséquence, il peut y avoir une différence importante entre le montant comptabilisé au titre des crédits d'impôt à recevoir et le montant réel des crédits d'impôt reçu par suite de l'examen, par les administrations fiscales, des questions dont l'interprétation était incertaine. Advenant une telle différence, un ajustement devrait être apporté aux crédits d'impôt à recevoir et des provisions devraient potentiellement être comptabilisées pour les crédits d'impôt encaissés antérieurement par la Société. Il peut s'écouler beaucoup de temps avant que l'administration fiscale concernée fasse part de ses décisions concernant les questions liées aux crédits d'impôt. De ce fait, le délai de recouvrement des crédits d'impôt peut être long. Les crédits d'impôt que la Société s'attend à recouvrer dans un délai de plus d'un an sont classés dans les actifs non courants. Les montants comptabilisés dans les états financiers sont établis d'après les meilleures estimations de la Société et selon son meilleur jugement possible, comme il est précisé plus haut.

Toutefois, compte tenu de l'incertitude inhérente à l'obtention de l'approbation de l'administration fiscale concernée, le montant des crédits d'impôt qui sera réellement recouvré ou le montant qui devra être remboursé ainsi que le moment de ce recouvrement ou déboursé pourraient différer considérablement des estimations comptables, ce qui aurait une incidence sur la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

5. COMPTES DÉBITEURS

| | Au 31 mai 2020 | Au 31 mai 2019 |
|----------------------------|----------------------|----------------------|
| | \$ | \$ |
| Comptes à recevoir | 37 168 | 10 469 |
| Taxes de ventes à recevoir | 92 961 | 17 330 |
| Autres comptes à recevoir | 15 | 12 787 |
| Comptes débiteurs | 130 144 | 40 586 |

6. CRÉDITS D'IMPÔT ET SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES À RECEVOIR

| | Au 31 mai 2020 | Au 31 mai 2019 |
|--|----------------------|----------------------|
| | \$ | \$ |
| Crédits d'impôts remboursables | 54 996 | 3 995 |
| Subventions gouvernementales | 45 065 | 17 722 |
| Portion courante des crédits d'impôt à recevoir | 100 061 | 21 717 |

Les crédits d'impôts remboursables sont liés aux frais d'exploration minière admissibles encourus dans la province de Québec. Les subventions gouvernementales sont liées aux dépenses de recherche et de développement encourues par la filiale de la Société, Innord.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

7. PLACEMENT DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Kintavar Exploration inc. est la seule entreprise associée de la Société. Le capital-actions de Kintavar est composé exclusivement d'actions ordinaires et la Société en détient directement. Kintavar est incorporée au Canada où se déroule les activités d'E&E sur ses propriétés. La proportion de détention de la participation est la même que la proportion de droit de vote détenu. Le placement dans Kintavar est comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence. Sa juste valeur au 31 mai 2020 est de 1 854 286 \$ (16 857 143 actions à 0,11 \$, prix de clôture à la Bourse). La Société classe la juste valeur du placement dans Kintavar comme niveau 1 puisque dérivé d'un prix coté sur des marchés actifs. À la suite d'émissions d'actions, d'exercices de bons de souscription et d'options dans Kintavar, la participation de la Société est passée de 21,77% % au 31 mai 2019 à 18,48 % au 31 mai 2020.

Détermination de l'influence notable

La direction détermine sa capacité à exercer une influence notable sur un investissement en actions dans une autre société en examinant son pourcentage d'intérêt et d'autres facteurs qualitatifs, y compris, mais sans s'y limiter, ses droits de vote, sa représentation au conseil d'administration, sa participation aux processus d'élaboration des politiques, les transactions entre la Société et l'associé, l'échange de personnel de direction, la fourniture d'informations techniques essentielles et l'implication dans l'exploitation. Compte tenu de ces facteurs, Géoméga est considérée comme ayant une influence notable sur Kintavar.

| | Au 31 mai 2020 | Au 31 mai 2019 |
|---|----------------------|----------------------|
| | \$ | \$ |
| Solde au début de la période | 2 039 287 | 1 792 242 |
| Quote-part de la perte nette et globale | (553 957) | (929 664) |
| Gain net découlant de la dilution de la participation | 137 029 | 1 176 709 |
| Gain sur la disposition de placement | (144 000) | - |
| Gain net sur la vente de placement | 29 800 | - |
| Solde à la fin de la période | 1 508 159 | 2 039 287 |

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| | Équipement d'E&E | | | | Total |
|---------------------------------|-------------------------|---------------------|-----------------------|----------|------------------|
| | Équipement de bureau | Matériel roulant | Équipement et camp | Entrepôt | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Exercice 2020 | | | | | |
| Valeur comptable nette au début | - | 3 800 | 34 072 | 82 521 | 120 393 |
| Acquisitions | - | - | 17 860 | - | 17 860 |
| Amortissement | - | (1 900) | (22 800) | (1 443) | (26 143) |
| Dispositions | - | (1 900) | - | (81 078) | (82 978) |
| Valeur comptable nette à la fin | - | - | 29 132 | - | 29 132 |
| Solde au 31 mai 2020 | | | | | |
| Coût | 14 984 | - | 670 178 | - | 685 162 |
| Amortissement cumulé | (14 984) | - | (641 046) | - | (656 030) |
| Valeur comptable nette | - | - | 29 132 | - | 29 132 |

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

| | Équipement de bureau | Équipement d'E&E | | | Total |
|---------------------------------|-------------------------|---------------------|-----------------------|----------|-----------|
| | | Matériel roulant | Équipement et camp | Entrepôt | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Exercice 2019 | | | | | |
| Valeur comptable nette au début | - | 7 600 | 34 280 | 90 872 | 132 752 |
| Acquisitions | - | - | 35 295 | - | 35 295 |
| Amortissement | - | (3 800) | (35 503) | (8 351) | (47 654) |
| Valeur comptable nette à la fin | - | 3 800 | 34 072 | 82 521 | 120 393 |
| Solde au 31 mai 2019 | | | | | |
| Coût | 14 984 | 30 724 | 652 318 | 159 388 | 857 414 |
| Amortissement cumulé | (14 984) | (26 924) | (618 246) | (76 867) | (737 021) |
| Valeur comptable nette | - | 3 800 | 34 072 | 82 521 | 120 393 |

L'amortissement des immobilisations corporelles liées aux propriétés d'E&E est porté aux dépenses d'E&E. L'amortissement des immobilisations corporelles autre que liées aux propriétés d'E&E est porté au poste amortissement des immobilisations corporelles de l'état des résultats. Un montant de 26 143 \$ (47 654 \$ pour l'exercice 2019) a été enregistré au titre de dépenses d'E&E au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2020.

9. ACTIF AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

| | Local industriel |
|---------------------------------|------------------|
| | \$ |
| Exercice 2020 | |
| Valeur comptable nette au début | - |
| Acquisitions | 802 942 |
| Amortissement | (30 110) |
| Valeur comptable nette à la fin | 772 832 |
| Solde au 31 mai 2020 | |
| Coût | 802 942 |
| Amortissement cumulé | (30 110) |
| Valeur comptable nette | 772 832 |

Le 10 janvier 2020, la Société a signé un nouveau bail pour la location d'un espace industriel qui sera utilisé pour la construction de l'usine de démonstration pour le recyclage des aimants permanents

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

10. DÉBENTURES CONVERTIBLES

| | Au 31 mai 2020 | Au 31 mai 2019 |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| | \$ | \$ |
| Solde au début de la période | 106 661 | 91 120 |
| Charge de désactualisation | 3 339 | 15 541 |
| Conversion | (110 000) | - |
| Solde à la fin de la période | - | 106 661 |

Les débentures convertibles ont été émises le 11 août 2017 avec une échéance de deux ans. Au cours de l'exercice 2019, elles ont été reclassées en passifs courants. Toutes les débentures convertibles ont été converties en actions au cours de l'exercice 2020.

Les 31 juillet et 10 août 2019, les détenteurs de débentures ont converti 110 000 \$ de débentures en actions ordinaires au prix présumé de 0,12 \$ par action conformément aux modalités de la débenture convertible. La Société a émis 203 333 actions ordinaires le 2 août 2019 et 708 332 actions ordinaires le 12 août 2019.

11. OBLIGATION LOCATIVE

| | Exercice 2020 |
|---|----------------|
| | \$ |
| Solde au début de la période | - |
| Nouveau contrat signé durant la période | 802 942 |
| Remboursement de l'obligation locative | (7 153) |
| Solde | 795 789 |
| Solde, courant | (58 014) |
| Solde, non-courant | 737 775 |

Le 10 janvier 2020, la Société s'est engagée en vertu d'un contrat de location à long-terme pour la location d'un local industriel situé à St-Bruno de Montarville au Québec. L'entente, qui a débuté le 1^{er} février 2020, est pour une durée initiale de soixante (60) mois avec une option de renouvellement de soixante (60) mois supplémentaires. Le remboursement mensuel utilisé dans le calcul de l'obligation locative correspond au loyer de base du local ayant une superficie de 14 880 pi².

12. DETTE À LONG TERME

| | Au 31 mai 2020 | Au 31 mai 2019 |
|--|-------------------|-------------------|
| | \$ | \$ |
| Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes («CUEC») reçu dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. Le prêt ne porte pas d'intérêt et le capital est payable en totalité au plus tard le 31 décembre 2022. | 53,724 | - |
| Dettes à long terme - non-courant | 53,724 | - |

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

12. DETTE À LONG TERME (SUITE)

Dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, la Société et sa filiale en propriété exclusive Innord ont toutes deux demandé et reçu le Compte d'urgence d'entreprise du Canada de 40 000 \$ («CUEC»), qui est un prêt sans intérêt pour couvrir les frais d'exploitation. Le remboursement du solde du prêt au plus tard le 31 décembre 2022 entraînera une exonération de 10 000 \$ sur le prêt. Le 31 décembre 2022, la Société a l'option de prolonger le prêt de 3 ans avec un taux d'intérêt de 5%. Pour estimer la juste valeur, la composante dette a d'abord été estimée à 53 412 \$ (26 706 \$ pour chaque entreprise), compte tenu de l'absence d'intérêt et la composante pouvant être exonérée. Un taux effectif de 7% a été utilisé, ce qui correspond à un taux que la Société aurait obtenu pour un investissement similaire. La valeur résiduelle de 26 588 \$ a été attribuée à une subvention gouvernementale présentée dans l'état de la perte des autres revenus.

13. CAPITAL ACTION

13.1 Capital action autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote.

13.2 Placements privés

Le 2 juillet et le 10 juillet 2019, la Société a clôturé un placement privé sans courtier en deux tranches composées de 4 750 215 unités au prix de 0,14 \$CAD et 4 050 000 unités au prix de 0,105 \$ USD l'unité pour un produit brut total de 1 223 073 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription, chaque bon de souscription entier donnant droit au porteur d'acquérir une action au prix de 0,20 \$ par action pour 2 ans.

Du produit brut total des unités, 162 353 \$ a été attribué aux bons de souscription et 1 060 720 \$ au capital-actions, selon une allocation au prorata de la juste valeur estimative de chacune de ces deux composantes. La juste valeur estimative des bons de souscription a été déterminée selon le modèle de fixation de prix Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes: aucun dividende par action, volatilité prévue de 76,6 % et 76,5 % ainsi qu'un taux d'intérêt sans risque de 1,49 % et 1,58 % pour la première et deuxième tranche respectivement et durée prévue de 2 ans.

Les frais d'émission d'actions totalisent 37 168 \$ dont 32 270 \$ a été attribué au capital-actions et 4 898 \$ aux bons de souscription.

13.3 Rachat de participation ne donnant pas le contrôle

Le 13 janvier 2020, la Société a procédé au rachat des participations minoritaires de 3,84% dans Innord en contrepartie de 2 516 664 actions ordinaires de la Société, émises à une valeur de 0,165 \$ par action, pour une contrepartie totale de 415 250 \$. Le passif de 500 000 \$ de droit d'échange d'actions associé à ces actions minoritaires a été racheté avec cette transaction (note 17) et les participations ne donnant pas le contrôle d'une valeur 46 932 \$ ont été reclassées dans le déficit de la Société

Ressources Géoméga inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

14. BONS DE SOUSCRIPTION

Les opérations sur les bons de souscription se détaillaient comme suit:

| | Exercice 2020 | | Exercice 2019 | |
|-----------------------|--------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre de bons de souscription | Prix d'exercice moyen pondéré | Nombre de bons de souscription | Prix d'exercice moyen pondéré |
| | | \$ | | \$ |
| Solde au début | 6 378 778 | 0,16 | 11 019 416 | 0,18 |
| Émis (note 13) | 4 400 108 | 0,14 | - | - |
| Exercés | (785 000) | 0,14 | (550 000) | 0,12 |
| Expirés | (625 000) | 0,12 | (4 090 638) | 0,23 |
| Solde à la fin | 9 368 886 | 0,17 | 6 378 778 | 0,16 |

Les bons de souscription en circulation au 31 mai 2020 sont les suivants:

| Nombre de bons de souscription | Prix de levée | Date d'expiration |
|--------------------------------|---------------|-------------------|
| | \$ | |
| 577 778 | 0,23 | 19 juin 2020 |
| 3 265 197 | 0,20 | 2 juillet 2021 |
| 1 134 911 | 0,20 | 10 juillet 2021 |
| 825 000 | 0,15 | 2 mai 2022 |
| 2 300 000 | 0,15 | 14 mai 2022 |
| 1 266 000 | 0,15 | 18 mai 2022 |
| 9 368 886 | | |

Le 15 avril 2020, les 1 302 778 bons de souscription avec un prix de levée initiale de 0,23 \$, venant à échéance le 19 juin 2020 ont été réévalués à un nouveau prix de levée de 0,14 \$, sans toutefois changer la date d'échéance. La juste valeur estimative de 28 661 \$ a été enregistrée dans les bons de souscription et la contrepartie est enregistrée au déficit. Cette juste valeur a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes calculée pour la différence entre la période prolongée et la période résiduelle au moment où la décision de la prolongation a été prise. Les hypothèses suivantes ont été considérées: aucun dividende par action, 165,50% de volatilité prévue, taux d'intérêt sans risque de 0,16% et durée prévue de 0,18 ans.

Le 15 avril 2020, les 825 000 bons de souscription échéants le 2 mai 2020 ont été prolongés de deux ans. La juste valeur estimative de 53 625 \$ a été enregistrée dans les bons de souscription et la contrepartie est enregistrée au déficit. Cette juste valeur a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes calculée pour la différence entre la période prolongée et la période résiduelle au moment où la décision de la prolongation a été prise. Les hypothèses suivantes ont été considérées respectivement: aucun dividende par action, 84,33% et 9,70% de volatilité prévue, taux d'intérêt sans risque de 0,33% et de 0,16% et durée prévue de 2,05 et 0,05 ans

Le 15 avril 2020, les 2 300 000 bons de souscription échéants le 14 mai 2020 ont été prolongés de deux ans. La juste valeur estimative de 119 600 \$ a été enregistrée dans les bons de souscription et la contrepartie est enregistrée au déficit. Cette juste valeur a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes calculée pour la différence entre la période prolongée et la période résiduelle au moment où la décision de la prolongation a été prise. Les hypothèses suivantes ont été considérées: aucun dividende par action, volatilité prévue de 84,13 % et 93,98 %, taux d'intérêt sans risque de 0,33 % et 0,16 %, et durée prévue de 2,08 et 0,08 ans.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

14. BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

Également le 15 avril 2020, les 1 266 000 bons de souscription échéants le 18 mai 2020 ont été prolongés de deux ans. La juste valeur estimative de 65 832 \$ a été enregistrée dans les bons de souscription et la contrepartie est enregistrée au déficit. Cette juste valeur a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes calculée pour la différence entre la période prolongée et la période résiduelle au moment où la décision de la prolongation a été prise. Les hypothèses suivantes ont été considérées respectivement: aucun dividende par action, volatilité prévue de 83,73 % et 87,96 %, taux d'intérêt sans risque de 0,33 % et 0,16 %, et durée prévue de 2,09 et 0,09 ans.

Le 14 juin 2018, les 1 302 778 bons de souscription échéants le 19 juin 2018 ont été prolongés de deux ans. La juste valeur estimative de 49 506 \$ de cette prolongation a été enregistrée dans les bons de souscription et la contrepartie est enregistrée au déficit. Cette juste valeur a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes calculée pour la différence entre la période prolongée et la période résiduelle au moment où la décision de la prolongation a été prise. Les hypothèses suivantes ont été considérées respectivement: taux d'intérêt sans risque de 1,93 % et 1,25 %, volatilité moyenne pondérée prévue de 89,73 % et 0,82 %, aucun dividende par action et durée prévue moyenne pondérée de 2,02 ans et de 0,02 an. Ces 1 302 778 bons de souscription avaient été prolongés pour une première fois le 19 juin 2017.

15. OPTIONS DE COURTIERIS

Les opérations sur les options de courtiers se détaillent comme suit:

| | Exercice 2020 | | Exercice 2019 | |
|-----------------------|-------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| | Nombre d'options de courtiers | Prix d'exercice moyen pondéré \$ | Nombre d'options de courtiers | Prix d'exercice moyen pondéré \$ |
| Solde au début | - | - | - | - |
| Émis (note 13) | 120 800 | 0,20 | - | - |
| Solde à la fin | 120 800 | 0,20 | - | - |

Le nombre de bons de souscription en circulation au 31 mai 2020 est le suivant:

| Nombre d'options de courtiers | Prix de levée \$ | Date d'expiration |
|-------------------------------|---------------------|-------------------|
| 16 000 | 0,20 | 2 juillet 2021 |
| 104 800 | 0,20 | 10 juillet 2021 |
| 120 800 | | |

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

16. OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les opérations sur les options d'achat d'actions se détaillent comme suit:

| | Exercice 2020 | | Exercice 2019 | |
|---------------------------|------------------|-----------------------------|------------------|-----------------------------|
| | Nombre d'options | Prix moyen pondéré de levée | Nombre d'options | Prix moyen pondéré de levée |
| | | \$ | | \$ |
| Solde au début | 6 565 000 | 0,10 | 4 530 000 | 0,11 |
| Octroyées | 4 475 000 | 0,16 | 3 050 000 | 0,09 |
| Expirées | (577 500) | 0,20 | (470 000) | 0,18 |
| Exercées | (791 250) | 0,09 | (127 500) | 0,09 |
| Renoncées | (422 500) | 0,13 | (417 500) | 0,09 |
| Solde à la fin | 9 248 750 | 0,12 | 6 565 000 | 0,10 |
| Solde à la fin, exerçable | 5 723 750 | 0,11 | 3 760 000 | 0,10 |

Les options d'achat d'actions en circulation au 31 mai 2020 sont les suivantes:

| Nombre d'options en circulation | Nombre d'options exerçables | Prix de levée | Date d'expiration |
|---------------------------------|-----------------------------|---------------|-------------------|
| | | \$ | |
| 500 000 | 500 000 | 0,07 | 22 novembre 2020 |
| 1 270 000 | 1 270 000 | 0,095 | 29 novembre 2021 |
| 778 750 | 778 750 | 0,09 | 19 octobre 2022 |
| 400 000 | 300 000 | 0,085 | 28 août 2023 |
| 400 000 | 300 000 | 0,08 | 14 septembre 2023 |
| 925 000 | 693 750 | 0,085 | 20 novembre 2023 |
| 100 000 | 50 000 | 0,08 | 10 décembre 2023 |
| 400 000 | 200 000 | 0,09 | 13 mars 2024 |
| 250 000 | 62 500 | 0,175 | 29 juillet 2024 |
| 1 575 000 | 393 750 | 0,155 | 23 octobre 2024 |
| 200 000 | 50 000 | 0,155 | 28 novembre 2024 |
| 150 000 | - | 0,185 | 19 janvier 2025 |
| 75 000 | - | 0,20 | 13 février 2025 |
| 1 775 000 | 1 125 000 | 0,165 | 16 avril 2025 |
| 450 000 | - | 0,165 | 21 avril 2025 |
| 9 248 750 | 5 723 750 | | |

Le 23 octobre 2019, les actionnaires de la Société ont renouvelé le régime d'option d'achat d'actions qui stipule que le nombre maximum d'actions ordinaires dans le capital de la Société qui pourrait être réservé pour attribution en vertu du régime est limité à 10 % des actions en circulation.

Le 22 avril 2020, la Société a octroyé à un consultant 450 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,165 \$, valables pendant 5 ans. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,42 %, volatilité prévue de 83 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans.

Le 17 avril 2020, la Société a octroyé à ses employés et consultants 650 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,165 \$, valables pendant 5 ans. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,43 %, volatilité prévue de 83 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

16. OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (SUITE)

Également, le 17 avril 2020, la Société a octroyé à ses administrateurs 1 125 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,165 \$, valables pendant 5 ans. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,43 %, volatilité prévue de 83 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans. Étant donné que ces options ont été octroyées à la suite de la renonciation aux jetons de présence et du passif afférent par tous les administrateurs, ces options sont acquises en totalité le jour de l'octroi.

Le 13 février 2020, la Société a octroyé à un employé 75 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,20 \$, valables pendant 5 ans. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,43 %, volatilité prévue de 79 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans

Le 19 janvier 2020, la Société a octroyé à un consultant 150 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,185 \$, valables pendant 5 ans. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,60 %, volatilité prévue de 79 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans

Le 28 novembre 2019, la Société a octroyé à un consultant 200 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,155 \$, valables pendant 5 ans. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,53 %, volatilité prévue de 79 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans

Le 23 octobre 2019, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 1 575 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,155 \$, valables pendant 5 ans. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : aucun dividende par action, volatilité prévue de 82 %, taux d'intérêt sans risque de 1,56 %, et durée prévue des options de 3,75 ans.

Le 29 juillet 2019, la Société a octroyé à un consultant 250 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,175 \$, valables pendant 5 ans. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : aucun dividende par action, volatilité prévue de 81 %, taux d'intérêt sans risque de 1,43 %, et durée prévue des options de 3,75 ans.

Toutes les options attribuées sont soumises aux mêmes conditions, sauf mention contraire ci-dessus. À compter de la date de l'octroi, les options sont acquises par incréments de 25% tous les 6 mois, sont valables 5 ans et ont été octroyées à une valeur égale ou supérieure à celle du marché à la clôture avant l'octroi.

La durée prévue des options d'achats d'actions a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

17. PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Le 3 juin 2016, la Société a conclu une convention de souscription avec deux investisseurs institutionnels, soit la Société de développement de la Baie-James (« SDBJ ») et l'Administration régionale Baie-James (« ARBJ »), afin de financer le développement du prototype du procédé pour séparer le concentré d'éléments de terres rares en oxydes de terres rares individuels purs. Chaque investisseur institutionnel a investi 125 000 \$ pour 2 actions dans Innord, pour un total de 250 000 \$. Conséquemment, la Société détient maintenant 96,16 % d'Innord et un passif financier correspondant à l'éventualité de l'échange des actions détenues par les investisseurs dans Innord contre une valeur de 500 000 \$ d'un nombre variable de ses propres actions.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

17. PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE (SUITE)

Le 15 décembre 2019, la Société a racheté les participations ne donnant pas le contrôle dans Innord et le passif connexe lié aux droits d'échange d'actions. La contrepartie totale pour l'acquisition des actions est de 415 250 \$, payable par l'émission d'un total de 2 516 664 actions de Géoméga, résultant en un gain de 84 750 \$ à l'état consolidé des (pertes) résultats et de la pertes globale.

| | Exercice 2020 | Exercice 2019 |
|--|---------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| Solde au début | 500 000 | 477 840 |
| Charge de désactualisation | - | 22 160 |
| Rachat en actions du passif lié aux droits d'échange d'actions | (415 250) | - |
| Gain sur rachat de droits d'échange d'actions | (84 750) | - |
| Passif lié aux droits d'échange d'actions | - | 500 000 |

18. GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à préserver sa capacité de poursuivre ses opérations ainsi que ses programmes d'E&E. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, acquérir ou vendre des titres miniers pour améliorer sa flexibilité et sa performance financière. De plus, durant l'exercice 2019, la Société a émis des actions ordinaires (note 13), a vendu une partie de son investissement dans Kintavar et a sécurisé une dette à long terme de 1,72 M \$ afin de financer la construction de son usine de démonstration. Le prêt sera sans intérêt, pour une durée de 8 ans, avec un remboursement annuel du principal débutant 24 mois après le premier prélèvement, qui n'a pas encore eu lieu. Le capital de la Société se compose des capitaux propres et les soldes et changements dans les capitaux propres sont reflétés dans l'état des variations des capitaux propres.

La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle complète un placement accreditif, dans quel cas, les fonds sont réservés aux travaux d'exploration.

19. PERTE PAR ACTION

Le calcul de la perte de base par action repose sur la perte pour la période concernée, en tenant compte de la prolongation des bons de souscription, divisée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Pour le calcul de la perte par action diluée des activités poursuivies, les actions ordinaires potentielles, telles que les options d'achat d'actions, les options de courtier, les bons de souscription et les droits d'échange d'actions, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de réduire la perte par action.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

20. RÉMUNÉRATION

| | Exercice 2020 | Exercice 2019 |
|--|----------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| Salaires | 445 926 | 391 239 |
| Charges sociales | 69 550 | 33 188 |
| Rémunération à base d'actions | 113 064 | 58 696 |
| | 628 540 | 483 123 |
| Salaires et charges sociales comptabilisés dans les dépenses d'E&E | (339 991) | (294 385) |
| Rémunération à base d'actions comptabilisée dans les dépenses d'E&E | (46 806) | (19 342) |
| Rémunération des administrateurs | (33 750) | (45 000) |
| Perte sur règlement de dette | (3 000) | - |
| Salaires, charges sociales et rémunération à base d'actions présentés à l'état des résultats | 204 993 | 124 396 |

21. DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

| Montviel | Exercice 2020 | Exercice 2019 |
|---|------------------|-----------------|
| | \$ | \$ |
| Acquisition et renouvellement | 813 | 10 337 |
| Exploration | | |
| Salaires et charges sociales | 15 143 | 437 |
| Rémunération à base d'actions | 13 644 | 7 440 |
| Géologie | 611 | 1 272 |
| Transport et hébergement | 70 659 | 6 883 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 3 343 | 12 151 |
| Taxes, permis et assurances | 3 182 | 5 595 |
| Facturation – location | (21 117) | (48 621) |
| Total exploration | 85 465 | (14 843) |
| Évaluation | | |
| Salaires et rémunération à base d'actions - procédé de séparation | 360 009 | 305 851 |
| Procédé de séparation | 72 721 | 101 692 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 22 800 | 35 502 |
| Ingénierie | 494 449 | - |
| Total évaluation | 949 979 | 443 045 |
| Total des dépenses brutes d'E&E | 1 036 257 | 438 539 |
| Subventions gouvernementales | (355 554) | (176 587) |
| Crédits d'impôt, nets | (65 781) | (46 382) |
| Dépenses nettes d'E&E – Montviel | 614 922 | 215 570 |

21.1 Propriété Montviel (éléments de terres rares et niobium)

La Société détient 100 % de la propriété Montviel, située à environ 100 km au nord de la ville de Lebel-sur-Quévillon et 45 km à l'ouest de la Première Nation Crie de Waswanipi. La propriété Montviel comprend 161 claims miniers totalisant 8 942 hectares au 31 mai 2020.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

21. DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

La propriété est assujettie à une redevance de 2 % du produit net. Le 27 mai 2015, la Société a conclu une entente avec l'acheteur en vertu de laquelle une option, sans frais, a été accordée pour racheter la redevance de 2 % sur Montviel pour 2 millions \$.

21.2 Propriété Buckingham (graphite)

La Société conserve une redevance 0,75 % sur le produit net de la propriété minière Buckingham (graphite), vendue à Saint-Jean Carbon inc. à l'exercice 2017.

21.3 Entente de détention des brevets et de royauté

Le 11 août 2017, la Société et Innord ont conclu une entente de détention de brevets et de royauté (l'« entente ») avec le chef de la technologie (« CTO ») pour assurer le développement et la commercialisation des technologies exclusives d'extraction et de séparation des terres rares de la Société à long terme. L'entente remplace le contrat de 2013 qui avait accordé au CTO 1 000 000 bons de souscription en échange du transfert par le CTO de certains droits de propriété intellectuelle à la Société, lesquels bons de souscription ont été annulés en vertu de l'entente. Les actionnaires de la Société ont approuvé l'entente le 19 octobre 2017 lors de l'assemblée annuelle des actionnaires.

La redevance portant sur l'extraction et la redevance portant sur la séparation (les « Redevances ») à accorder au CTO sur la commercialisation en vertu de l'entente peuvent être résumées comme suit:

- Redevance sur l'extraction de 1,5 % du bénéfice net pour les produits d'extraction. La redevance augmentera à 2 % si la marge bénéficiaire brute de l'opération (« GPM »), avant de soustraire les redevances, est supérieure à 40 % et elle sera réduite à 1 % si le GPM, avant de soustraire les redevances, est inférieur à 15 %.
- Redevance sur la séparation de 3 % de ventes nettes pour les produits de séparation. La redevance augmentera à 4% si le GPM, avant de soustraire les redevances, est supérieur à 40 % et il sera réduit à 2,5 % si le GPM, avant de soustraire les redevances, est inférieur à 15 %.

Conformément à l'entente, la commercialisation est censée avoir lieu au plus tôt de:

- La séparation d'oxydes à une échelle de 50 kg / jour de produits de séparation sous forme d'oxyde pour au moins (i) 10 jours ouvrables consécutifs ou (ii) 20 jours ouvrables au cours d'une période de 2 mois et la réception par la Société du paiement intégral d'un premier achat relatif à cette production.
- La mise en production de Montviel – si le projet Montviel de la Société a atteint 100 % de la capacité nominale ou 12 mois après avoir atteint 60 % de capacité ou après avoir atteint 60 % de la capacité qui ne remontera plus jusqu'à 100 %.

En outre, et afin de garantir l'engagement à long terme du CTO, l'entente prévoit que les travaux de développement qui ne sont actuellement pas couverts par les brevets que la Société a déjà déposés seront conjointement détenus par le CTO et la Société (pour le travail d'extraction) et Innord (pour le travail de séparation) jusqu'à la commercialisation, auquel cas ces droits seront attribués à la Société et Innord, selon le cas. Nonobstant les droits de propriété commune du CTO en ce qui concerne les nouveaux travaux de développement décrit ci-dessus, le CTO n'aura aucun droit de faire, d'utiliser, de vendre, de disposer, d'offrir à la vente, de délivrer des licences, d'importer, d'exporter ou de distribuer des produits ou des processus de pratique couverts par une ou plusieurs revendications des brevets ou de toute propriété intellectuelle sans le consentement écrit préalable de Société et/ou Innord, qui peuvent être retenues à leur entière discrétion. Toutefois, advenant un changement de contrôle ou une non-commercialisation, le CTO se verrait octroyé une licence non exclusive de commercialisation.

Ressources Géoméga inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

22. IMPÔTS

La dépense d'impôt est constituée des éléments suivants:

| | Exercice 2020 | Exercice 2019 |
|--|---------------|---------------|
| | \$ | \$ |
| Recouvrement d'impôts différés | | |
| Amortissement du passif d'actions accréditatives | - | - |
| Total recouvrement d'impôts différés | - | - |

Le taux d'imposition effectif de la Société varie du taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada. De cette variation résultent les éléments suivants:

| | Exercice 2020 | Exercice 2019 |
|--|---------------|---------------|
| | \$ | \$ |
| Perte avant impôt | (1 544 129) | (578 458) |
| Impôt selon le taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada de 26,5 % (26,6 % pour l'Exercice 2019) | (409 194) | (153 870) |
| Augmentation (diminution) des impôts résultant des éléments suivants : | | |
| Dépenses non déductibles | 149 673 | (3 659) |
| Changement de taux | - | 339 |
| Ajustement d'années précédentes | 2 127 | 789 |
| Écarts temporaires non constatés | 257 393 | 156 401 |
| Recouvrement d'impôts différés | - | - |

La réalisation de bénéfices imposables est dépendante de plusieurs facteurs, incluant la profitabilité future des opérations. Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés seulement à la mesure où il est probable que suffisamment de bénéfices imposables futurs seront réalisés afin de permettre de récupérer l'actif correspondant. En conséquence, certains actifs d'impôts différés qui n'ont pas été comptabilisés totalisent 6 936 752 \$ (6 669 695 \$ en 2019).

Les composantes principales des actifs et passifs d'impôts différés de la Société sont les suivants :

| | Au 31 mai 2020 | Au 31 mai 2019 |
|--|-------------------|-------------------|
| | \$ | \$ |
| Actifs d'impôts différés | | |
| Immobilisations incorporelles | 3 941 | 4 237 |
| Immobilisations corporelles | 92 219 | 137 821 |
| Frais d'émission d'actions déductibles | 10 100 | 6 759 |
| Actifs d'E&E | 3 064 831 | 3 054 081 |
| Obligation locative | 210 884 | - |
| Pertes d'opérations reportées | 3 776 570 | 3 467 682 |
| Actifs d'impôts différés | 7 158 545 | 6 670 580 |
| Passifs d'impôts différés | | |
| Débentures convertibles | - | (885) |
| Actif au titre de droits d'utilisation | (204 801) | - |
| Crédit d'impôt de R&D à recevoir | (15 246) | - |
| Dettes à long terme | (1 746) | - |
| Actifs d'impôts différés non comptabilisés | 6 936 752 | 6 669 695 |

Ressources Géoméga inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

22. IMPÔTS (SUITE)

Au 31 mai 2020, les dates d'expiration des pertes disponibles pour réduire le revenu imposable au cours des prochains exercices sont les suivantes :

| | Fédéral | Provincial |
|--------------|-------------------|-------------------|
| | \$ | \$ |
| 2040 | 1 183 234 | 1 142 047 |
| 2039 | 749 043 | 749 043 |
| 2038 | 648 408 | 624 217 |
| 2037 | 1 062 368 | 1 020 859 |
| 2036 | 1 379 945 | 1 379 946 |
| 2035 | 2 026 827 | 2 026 827 |
| 2034 | 1 483 287 | 1 483 287 |
| 2033 | 2 398 375 | 2 444 550 |
| 2032 | 1 943 591 | 1 943 591 |
| 2031 | 563 968 | 563 968 |
| 2030 | 16 391 | 16 391 |
| 2029 | 1 718 | 1 718 |
| Total | 13 457 155 | 13 396 444 |

23. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités, de ses investissements et de ses financements. La direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation.

23.1 Risque de taux d'intérêt

Lorsque la Société dispose de soldes en trésorerie, elle a pour politique d'investir sa trésorerie excédentaire dans des certificats de dépôt ou des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé de grandes banques à charte canadienne. Aux 31 mai 2020 et 2019, la Société n'avait aucun placement. Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne portent pas intérêt. La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Une variation de plus ou moins 1 % n'aurait pas d'impact significatif sur les actifs et passifs et perte nette de la Société.

23.2 Risque de liquidités

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse honorer ses engagements à l'échéance. La capacité de la Société à poursuivre son exploitation dépend de la capacité de la direction à recueillir les fonds nécessaires au moyen de financements par capitaux propres ou par titres de créance, de la vente d'actifs ou de la conclusion d'ententes relatives à des options d'exploration ou d'une combinaison de ces éléments. La liquidité et les résultats opérationnels de la Société peuvent subir l'effet négatif de restrictions imposées à son accès au marché financier ou à d'autres formes de financement, par suite d'un repli généralisé du marché boursier ou de difficultés propres à la Société. Par le passé, les flux de trésorerie de la Société provenaient essentiellement des activités de financement. Voir la note 4.1 pour l'évaluation de la direction de la continuité d'exploitation.

En date du 31 mai 2020, la Société s'est engagée à verser les paiements minimaux futurs de capital et d'intérêts sur la dette comme suit:

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

23. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS (SUITE)

| | Jusqu'à 1 an | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|--|----------------|----------------|----------------|------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Créditeurs et frais courus | 299 412 | - | - | 299 413 |
| Obligation locative – Entente contractuelle courante ¹ | 159 049 | 596 433 | - | 755 482 |
| Obligation locative – Option de renouvellement future ¹ | - | - | 808 498 | 808 498 |
| Dette à long terme (note12) | - | 60 000 | - | 60 000 |
| | 458 461 | 656 433 | 808 498 | 1 923 393 |

¹ Le montant présenté à titre de passif dans l'état consolidé de la situation financière est basé sur une durée prévue de 10 ans. Puisque la Société peut décider de ne pas renouveler le bail après 5 ans, le montant présenté dans le tableau ci-dessus est réparti entre l'entente contractuelle en cours et la reconduction futur de cinq ans. De plus, les montants présentés dans le tableau ci-dessus comprennent à la fois les paiements de location fixes et variables, tandis que le montant présenté comme passif dans l'état de la situation financière ne comprend que les paiements fixes.

23.3 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties d'un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. En règle générale, le risque de crédit maximal correspond à la valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit, déduction faite de toute perte de valeur. La Société est assujettie à des risques de crédit pour sa trésorerie et ces comptes débiteurs. La Société croit que le risque de perte est minime car elle maintient sa trésorerie dans des instruments financiers garantis et détenus par une banque à charte canadienne où le risque de crédit est minimal. De plus les comptes débiteurs les plus significatifs sont presque en totalité avec Kintavar dont la Société détient 18,48 % des actions.

23.4 Risque de taux de change

La société est exposée au risque de taux de change découlant de la volatilité des devises étrangères, notamment à l'égard du dollar américain. La Société détient des soldes en dollars américains et est donc exposée à des gains ou à des pertes de taux de change.

Au 31 mai 2020, le solde en dollars américains détenu par la Société était le suivant:

| | 31 mai 2020 |
|---|----------------|
| | \$ |
| Comptant | 198 194 |
| Comptes fournisseurs et autres payables | (4 600) |
| Exposition nette, en dollars américains | 193 594 |
| Équivalent en dollars canadiens | 286 579 |

Sur la base du solde au 31 mai 2020, une fluctuation de 5% des taux de change à cette date (toutes les autres variables étant inchangées) aurait entraîné une variation du bénéfice net de 14 329 \$ en 2020.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

23. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS (SUITE)

23.5 Risque lié à la juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie, comptes débiteurs et des créditeurs et frais courus sont considérés comme une approximation raisonnable de la juste valeur en raison des échéances à court terme et des conditions contractuelles de ces instruments financiers. Pour la dette à long terme, la valeur comptable est une approximation raisonnable de la juste valeur étant donné qu'elle a été obtenue près de la fin de l'exercice.

24. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

24.1 Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal des affaires :

- ◆ Une société au sein de laquelle un administrateur est associé a facturé des honoraires totalisant 14 300 \$ (30 523 \$ durant l'Exercice 2019);
- ◆ Au 31 mai 2020, le montant dû aux parties liées s'élevait à nul (6 666 \$ au 31 mai 2019).

Hors du cours normal des affaires :

- ◆ Des administrateurs et dirigeants de la Société ont participé à un placement privé en juillet 2019. 450 250 actions de la Société ont été achetées au prix de 0,14 \$, pour une valeur totale de 63 035 \$.

24.2 Facturation selon une entente avec Kintavar et sa filiale

| | Exercice 2020 | Exercice 2019 |
|---|---------------|---------------|
| | \$ | \$ |
| Exploration et évaluation, net des crédits d'impôt | 42 435 | 49 472 |
| Vente d'équipement | 19 501 | - |
| Déplacements, conventions et relations avec les investisseurs | 10 494 | 23 009 |
| Administration | - | 118 |
| Loyer | 10 900 | 12 975 |
| Total | 83 330 | 85 574 |

Au 31 mai 2020, le montant à recevoir de Kintavar s'élevait à 37 394 \$ (23 241 \$ au 31 mai 2019).

25. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement

| | 2020 | 2019 |
|---|------------------|-----------------|
| | \$ | \$ |
| Comptes débiteurs | (89 558) | (15 430) |
| Taxes de vente et subventions gouvernementales à recevoir | (78 344) | 21 973 |
| Frais payés d'avance et autres | (77 261) | 7 035 |
| Inventaire | (7 188) | - |
| Créditeurs et frais courus | (68 090) | 3 144 |
| Crédits d'impôt à payer | - | (84 999) |
| | (184 261) | (68 277) |

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019

26. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le 3 juin 2020, la Société a accueilli un nouvel administrateur au sein de son conseil d'administration et lui a octroyé 250 000 options d'achat d'actions à un prix de 0,155 \$, valides pendant 5 ans et acquises à un taux de 25% par période de six mois. Ces options ont été attribuées à un prix d'exercice égal au prix du marché la veille de l'octroi.